

Zeitschrift:	Schweizer Archiv für Tierheilkunde SAT : die Fachzeitschrift für Tierärztinnen und Tierärzte = Archives Suisses de Médecine Vétérinaire ASMV : la revue professionnelle des vétérinaires
Herausgeber:	Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte
Band:	77 (1935)
Heft:	8
Rubrik:	Verschiedenes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Verschiedenes.

Veterinärpolizeiliche Mitteilungen.

Stand der Tierseuchen in der Schweiz im Juni 1935.

Tierseuchen	Total der verseuchten u. verdächtigen Gehöfte	Gegenüber dem Vormonat zugenommen	Gegenüber dem Vormonat abgenommen
Maul- und Klauenseuche	—	—	—
Milzbrand	10	6	—
Rauschbrand	26	7	—
Wut	—	—	—
Rotz	—	—	—
Stäbchenrotlauf	388	233	—
Schweineseuche u. Schweinepest . .	162	—	19
Räude	1	—	2
Agalaktie der Schafe und Ziegen . .	47	11	—
Geflügelcholera	—	—	—
Faulbrut der Bienen	14	10	—
Milbenkrankheit der Bienen	3	1	—
Pullorumseuche	20	—	6

Stand der Tierseuchen in der Schweiz im Juli 1935.

Tierseuchen	Total der verseuchten u. verdächtigen Gehöfte	Gegenüber dem Vormonat zugenommen	Gegenüber dem Vormonat abgenommen
Maul- und Klauenseuche	—	—	—
Milzbrand	15	5	—
Rauschbrand	57	31	—
Wut	—	—	—
Rotz	—	—	—
Stäbchenrotlauf	884	496	—
Schweineseuche u. Schweinepest . .	160	—	2
Räude	2	1	—
Agalaktie der Schafe und Ziegen . .	38	—	9
Geflügelcholera	2	2	—
Faulbrut der Bienen	11	—	3
Milbenkrankheit der Bienen	4	1	—
Pullorumseuche	22	2	—

Office international des Epizooties à Paris.

IX^e Session du 21 au 26 mai 1935.

L'organisation du bureau n'a pas subi de changements depuis l'année passée.

L'ordre du jour est le suivant:

- I. Rapport du Directeur de l'Office sur la situation sanitaire.
Discussion du rapport.
- II. Réglementation du trafic frontière. – Rapporteur: M. Pavloff.
- III. Immunisation active contre la peste porcine. – Rapporteur:
M. Hikojiro Futamura.

- IV. Les possibilités actuelles de l'éradication de la rage. — Rapporteur: M. Giese.
- IV. bis. La vaccination antirabique des chiens au Maroc. — Rapporteur: M. Eyraud.
- V. Production de la tuberculine en milieux synthétiques. — Rapporteur: M. Glover.
- VI. Anémies infectieuses. — Rapporteurs: MM. Carré et Zwick.
- VII. Paralysie bulbaire infectieuse (pseudo-rage, maladie d'Aujeszky). Rapporteurs: MM. Lourens et Köves.
- VIII. Organisation vétérinaire en U. R. S. S. — Rapporteur: M. Guinsbourg.

Les délégués prennent les résolutions suivantes au sujet des diverses questions portées à l'ordre du jour:

I. Rage.

(Rapports Giese et Eyraud).

Le Comité de l'O. I. E., confirmant ses conclusions antérieures sur la prophylaxie de la rage, exprime à nouveau sa conviction que l'application intégrale des mesures sanitaires, comportant notamment la destruction complète des chiens et chats contaminés et la destruction des chiens errants, est seule capable de faire disparaître la rage dans toute l'Europe après un délai de quelques années.

La vaccination ne saurait constituer une méthode générale de prophylaxie. Elle peut être utilisée, avec les précautions requises, dans les Pays qui, pour une raison quelconque, ne peuvent appliquer intégralement les mesures sanitaires.

II. Anémies infectieuses.

L'O. I. E., après avoir pris connaissance des rapports de MM. Carré et Verge et de M. Zwick, constate l'extension alarmante de l'anémie infectieuse du cheval dans toutes les parties du monde et l'urgence d'une intervention prophylactique.

Il estime que de nouvelles études sur l'étiologie, le diagnostic à toutes les périodes — celui des formes latentes en particulier —, les méthodes d'immunisation et de traitement doivent être activement poursuivies avant que des méthodes sûres de prophylaxie puissent être appliquées.

Il estime que la déclaration obligatoire de la maladie permettrait de connaître aussi exactement que possible sa répartition géographique, de multiplier les observations sur les conditions de son apparition et sur la valeur des mesures sanitaires déjà utilisées.

III. La maladie d'Aujeszky.

(Rapports Lourens et Köves).

Le Comité de l'O. I. E. constate la nécessité de recueillir de nouvelles observations sur la maladie et de poursuivre son étude expérimentale.

Il prie ses Membres de vouloir bien apporter au Comité, dès 1936, les constatations et les résultats obtenus dans leur propre pays.

IV. Peste porcine.

(Rapport Futamura).

Le Comité de l'O. I. E., après avoir pris connaissance du remarquable rapport de M. Futamura, constate qu'il existe de grandes différences entre les opinions des chercheurs concernant la valeur de l'immunisation active à l'aide des vaccins antipestiques préparés au moyen de substances antiseptiques.

Le Comité souhaite que les essais d'immunisation soient multipliés, en tenant compte de la destination économique des animaux; il signale l'obligation absolue de ne recourir à l'utilisation de virus vivant que dans les milieux infectés et de n'employer en ce cas que des souches autochtones.

Les observations et les résultats expérimentaux relatifs à l'immunisation contre la peste porcine seront recueillis par le Bureau permanent en vue d'une étude ultérieure par le Comité.

L'ordre du jour suivant a été prévu pour la prochaine session de 1936:

- I. Rapport du Directeur de l'Office sur la situation sanitaire. – Discussion du rapport.
 - II. Traitement des cadavres et des produits d'origine animale au point de vue de la prophylaxie vétérinaire et Projet de réglementation. – Rapporteurs: MM. Flückiger et Quaedvlieg.
 - III. Valeur comparée et indications respectives des méthodes de diagnostic des Brucelloses animales. – Rapporteurs: MM. Bisanti, Lopez et Ruzicka.
 - IV. Chimiothérapie des Brucelloses animales. – Rapporteurs: MM. Giese et Ruzicka.
 - V. Les porteurs de germes. Leur rôle dans la prophylaxie des maladies. – Rapporteurs: MM. Gerlach et Manning.
 - VI. Les techniques modernes de la désinfection. – Rapporteurs: MM. Boes et Nicolas.
 - VII. Les Affections à hématozaires endoglobulaires. – Rapporteurs: Madame Petrochewskaia (Leningrad) et MM. Braila et Cottier.
 - VIII. Les strongyloses pulmonaires. – Rapporteur: M. Skriabine.
 - IX. Principes de législation sanitaire. – Rapporteur: M. Leclainche.
 - X. Enquête sur la tuberculine.
- Les questions suivantes sont mises ou restent à l'étude:
1. Fièvre aphthuse.
 2. Tuberculose.
 3. Différenciation et classification des maladies septicémiques du porc.

4. Les mammites au point de vue de la police sanitaire et de l'hygiène publique.
5. Les dystrophies osseuses.
6. Les maladies des volailles.
7. Les maladies des abeilles.

Flückiger.

Etwas über das Inkasso tierärztlicher Praxisforderungen.

An die Mitglieder der Gesellschaft Schweizerischer Tierärzte!

Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte beklagen sich mit Recht über die wachsenden Schwierigkeiten, welchen sie beim Inkasso ihrer Honorarforderungen begegnen. Dabei handelt es sich nicht nur um insolvente Schuldner, sondern in zunehmendem Maße auch um zahlungsfähige Personen, die — sei es aus Gleichgültigkeit oder aus bösem Willen — ihren Verpflichtungen nicht oder nur zögernd nachkommen.

Dem Arzte, Zahnarzte oder Tierarzte fehlt begreiflicherweise oft die Zeit und die Lust, sich genügend mit der Eintreibung seiner Forderungen und den damit verbundenen Schreibereien und sonstigen Umtrieben abzugeben. Außerdem fehlt ihm häufig die für eine erfolgreiche Durchführung der Inkassi erforderliche Kenntnis der gesetzlichen Vorschriften. Die Folge ist ein Anwachsen der Ausstände und der Verluste.

Die durch das Ärztesyndikat geschaffene ärztliche Zentralinkassostelle in Bern (mit Filiale in Genf) ist dazu da, ihnen die Sorge für die Eintreibung ihrer ausstehenden Guthaben abzunehmen, indem die ärztliche Zentralinkassostelle zu ihren außergewöhnlich günstigen Bedingungen, die ohne Übertreibung als konkurrenzlos bezeichnet werden dürfen, auch den Herren Tierärzten zur Verfügung steht.

Aus dem Geschäftsbetrieb der Inkassostelle sei folgendes erwähnt:

1. Die ärztliche Zentralinkassostelle übernimmt die Eintreibung von Forderungen in der ganzen Schweiz. Außerdem steht sie in Kontakt mit zuverlässigen ausländischen Inkasso-Organisationen.
2. Die ärztliche Zentralinkassostelle zählt über tausend Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte aus allen Teilen der Schweiz zu ihren ständigen Kunden. Sie verfügt daher über die für die Erledigung ihrer Aufgabe nötigen Erfahrungen.
3. Als Entschädigung sind der ärztlichen Zentralinkassostelle die effektiven Auslagen, sowie ein bescheidener Prozentsatz des tatsächlich eingegangenen Forderungsbetrages zu vergüten. Bei Nichteinbringlichkeit der Forderung wird eine bedeutend geringere Inkassogebühr verrechnet.
4. Eingehende Ratenzahlungen der Schuldner werden unsren Auftraggebern nicht erst bei der Schlussabrechnung, sondern jeden Monat überwiesen.

5. Allfällige Überschüsse der ärztlichen Zentralinkassostelle gehören dem Ärztesyndikat, dem bekanntlich auch die Gesellschaft schweizerischer Tierärzte angeschlossen ist.
6. Die Inkassostelle gibt an ihre Auftraggeber Mahnzettel ab, die der zweiten oder dritten Rechnung beigeheftet werden und folgenden Wortlaut haben: „Im Falle der Nichtregierung innert 14 Tagen, wird die ärztliche Zentralinkassostelle Bern mit dem Inkasso der vorstehenden Forderung beauftragt.“

Wir ersuchen daher die Mitglieder der Gesellschaft schweizerischer Tierärzte, soweit sie noch nicht zu unsrern ständigen Auftraggebern zählen, uns mit dem Inkasso ihrer Ausstände zu betrauen. Das Regulativ der ärztlichen Zentralinkassostelle wird den Interessenten auf Wunsch zugestellt.

Ärztliche Zentralinkassostelle Bern,
Choisystraße 15, Tel. 28.528.

Quelques mots sur l'encaissement des notes d'honoraires dans la pratique vétérinaire.

Aux membres de la Société suisse des vétérinaires,

Médecins, dentistes et vétérinaires se plaignent avec raison des difficultés croissantes que présente l'encaissement de leurs honoraires. Il s'agit ici non seulement de débiteurs insolubles, mais encore d'un nombre toujours plus grand de personnes solvables qui — par indifférence ou mauvaise volonté — ne tiennent pas ou tiennent mal leurs engagements.

L'on comprend aisément que le médecin, dentiste ou vétérinaire n'ait ni le temps ni l'envie de s'occuper du recouvrement de ses créances et des écritures et démarches nécessaires à cet effet. La connaissance des prescriptions légales lui manque en outre fréquemment pour procéder avec succès, d'où il résulte un accroissement constant des créances arriérées et des pertes.

L'Office central d'encaissement des médecins de Berne (avec sa succursale de Genève) créé par le Syndicat des médecins, est à même de vous décharger du recouvrement de vos créances impayées, attendu qu'il est également à la disposition des vétérinaires, avec ses conditions exceptionnelles, réellement sans concurrence.

Mentionnons ce qui suit au sujet de l'activité de l'Office d'encaissement :

1. L'Office central d'encaissement des médecins s'occupe du recouvrement de créances dans la Suisse entière. Il est également en contact avec des organisations étrangères sérieuses, s'occupant de recouvrements.
2. L'Office central d'encaissement des médecins compte parmi ses clients réguliers plus de mille médecins, dentistes et vétérinaires de toutes les régions de la Suisse. Il dispose en conséquence de l'expérience nécessaire pour l'exécution de sa tâche.

3. L'Office central d'encaissement des médecins touche comme indemnité le montant de ses frais effectifs, plus un petit pourcentage sur la somme effectivement recouvrée. La créance demeure-t-elle irrécouvrable, une taxe d'encaissement fortement réduite est alors comptée.
4. Les acomptes payés par les débiteurs sont versés aux créanciers non pas après règlement de l'affaire, mais chaque mois régulièrement.
5. Les bénéfices éventuels de l'Office central d'encaissement des médecins reviennent au Syndicat des médecins auquel, ainsi qu'on le sait, la Société suisse des vétérinaires est également affiliée.
6. L'Office central d'encaissement remet à ses clients des billets d'avis pouvant être joints à la deuxième ou troisième note d'honoraires et portant l'avertissement suivant: „En cas de non paiement dans les 15 jours, la présente créance sera transmise à l'Office central d'encaissement des médecins de Berne.“

Nous prions donc les membres de la Société suisse de vétérinaires qui ne comptent pas encore parmi nos clients réguliers de nous confier le recouvrement de leurs créances arriérées. Le règlement de l'Office central d'encaissement des médecins sera remis sur demande aux intéressés.

Office central d'encaissement des médecins de Berne,
Choisystrasse 15, Tél. 28.528.

Nachsatz der Chefredaktion. Verschiedene Kollegen haben sich lobend über die prompte und erfolgreiche Tätigkeit der ärztlichen Zentralinkassostelle in Bern ausgesprochen, weshalb die vorstehenden Ausführungen zur besonderen Beachtung empfohlen seien.

Zur Geschichte des Schweizer Dr. med. vet.

In einem sehr interessanten standesgeschichtlichen Rückblick berührt Professor Schmaltz auch die Promotion in der Schweiz (Berliner Tierärztliche Wochenschrift, 1935, Nr. 23), wobei er die vielfachen Widerstände erörtert, die sich dieser neuen Institution, insbesondere in Deutschland, entgegenstellten. Es seien hier die wichtigsten Ausführungen wiedergegeben.

Die Tierarzneischulen in Bern und Zürich wurden im Jahre 1900 resp. 1901 zu veterinär-medizinischen Fakultäten der dortigen Universitäten erhoben und erhielten als solche auch das Promotionsrecht, und zwar ohne daß dabei das Reifezeugnis ausdrücklich verlangt wurde. Damit wollte man den schon approbierten Schweizer Tierärzten mit vollem Recht die Promotion ermöglichen. Nun begann auch der Zufluß einer großen Zahl deutscher Tierärzte zur Promotion nach der Schweiz, besonders nach Bern. „Die dortigen Fakultäten,“ schreibt Schmaltz wörtlich, „waren großzügig genug,

die Bearbeitung der Dissertationen nicht in ihren eigenen Instituten zu verlangen, sondern die Arbeiten aus deutschen Veterinär-instituten anzuerkennen. Heute kann nochmals festgestellt werden, daß die in der Schweiz angenommenen Dissertationen nicht nur alle den in Deutschland üblichen Anforderungen entsprochen haben, daß vielmehr ihr Durchschnitt erheblich darüber gelegen hat und daß unter ihnen sogar auffallend viele gewesen sind, die eine wirkliche Bereicherung der Veterinärwissenschaft gebracht haben. Die Schweizer Fakultäten haben durch die Annahme dieser Dissertationen ihrem Ansehen gewiß nicht geschadet und haben sich bei den deutschen Tierärzten, nicht nur bei den dort promovierten, einen großen Dank verdient.“

Gegen diese Doktorprädikate entstand dann in Deutschland ein hartnäckiger Widerstand. Die Genehmigung des Schweizer Dr. med. vet. wurde zunächst in Preußen von vornherein grundsätzlich verweigert. Ministerialdirektor Dr. Althoff, der Veterinär-medizin ungünstig gesinnt, wußte bald eine Übereinkunft der Bundesstaaten über die Nichtgenehmigung des Schweizer Dr. med. vet. durchzusetzen; sogar Österreich machte die Ablehnung nach. Alle Vorstellungen und Bemühungen scheiterten. Man rief dann die Abgeordneten zu Hilfe. Dr. Müller-Sagan warf im Preußischen Abgeordnetenhouse dem Kultusministerium den Widerspruch vor, daß es den Schweizer Dr. med. vet. nicht anerkenne, den ebenda und ebenso erworbenen Dr. phil. dagegen nicht beanstalte. Eine Petition von Tierarzt Dr. Heinick an den Landtag wurde an die Regierung gewiesen und besonders vom Abgeordneten Eickhoff befürwortet. Nun begannen einzelne, namentlich kleinere Bundesstaaten, die frei von Universitätsinteressen waren, den Titel anzuerkennen, so Elsaß-Lothringen, Württemberg, Hamburg, Anhalt, Altenburg, Schwarzburg-Rudolstadt, während große Staaten wie Preußen, Sachsen und Bayern weiterhin renitent blieben. Im Bayrischen Reichsrat sprach Prinz Ludwig von Bayern 1910 für die Anerkennung, der Kultusminister v. Wehner jedoch dagegen.

„Das Übelste war aber, daß Kollegen anfingen, den so ungerecht behandelten Schweizer Doktoren, die unermüdlich ihre Anerkennung zu erreichen suchten, in die Flanke zu fallen“, schreibt Schmaltz. Inzwischen war 1903 die Universitätsreife auch für das tierärztliche Studium obligatorisch erklärt und in Deutschland selbst das Promotionsrecht angestrebt worden. Immature Tierärzte hofften daher auch hier auf Dispens. In gewissen Kreisen befürchtete man jedoch eine Schädigung des schon in Gießen bestehenden und künftig auch an den Hochschulen zu erwerbenden Doktortitels durch die Genehmigung des „immaturen“ Schweizer Doktors. Die Folge war ein heftiger Zeitungskampf zwischen „Immaturi“ und „Maturi“, wobei sich besonders die „Deutsche Tageszeitung“ in einem Schmäh-artikel „von tierärztlicher Seite“ Unwahrheiten gegen den Berner Doktor zu Schulden kommen ließ. Aber auch im Berner „Bund“

wurde die Berner Fakultät heftig angegriffen, aber durch Professor Schmaltz in Schutz genommen. Noch im Jahr 1910 denunzierten zwei deutsche Tierärzte benachbarte Berner Doktoren wegen der Führung ihres Titels beim Staatsanwalt.

Nun begann das Eingreifen des Deutschen Veterinärrates, der am 8. April 1911 nach einem Referat von Professor Schmaltz folgende Entschließung faßte: „Der Deutsche Veterinärrat erkennt auf Grund eigener Kenntnis seiner Mitglieder und des Urteils autoritativer Fachgenossen das in der Schweiz erworbene Prädikat als Doctor medicinae veterinariae durch die Art der Promotion dem in Deutschland erworbenen Titel als gleichwertig an. Der DVR. bittet daher den Herrn Reichskanzler, auf die Bundesstaaten einzuwirken, daß den bis jetzt in der Schweiz als Dr. med. vet. promovierten deutschen Tierärzten die Anerkennung ihres Doktorstitels allgemein zuteil werde, wie dies schon in mehreren Bundesstaaten der Fall ist. Das Fortbestehen der jetzigen Ungleichmäßigkeit, Unsicherheit und Unentschiedenheit droht zu einem schweren Schaden für den tierärztlichen Stand zu werden. — Der DVR. erklärt es für eine selbstverständliche Folge der im ersten Satz festgestellten Tatsache und als ein Gebot der Kollegialität, daß alle deutschen Tierärzte den Schweizer Doktorstitel, amtlich anerkannt oder nicht, im kollegialen Verkehr den übrigen Titeln gleichachten und anwenden. Der DVR. erklärt dementsprechend, daß es eine Verletzung der Kollegialität wäre, wenn in Zukunft ein Standesgenosse einem in der Schweiz promovierten Kollegen dadurch Schwierigkeiten machen würde, daß er das Publikum oder gar die Gerichte auf die mangelnde staatliche Anerkennung des Schweizer Doktorprädikates hinwiese.“

Von nun an blieben weitere Zwistigkeiten aus und der Widerstand ließ nach. Zunächst gab Sachsen nach, worauf Mecklenburg, Lübeck, Oldenburg und Lippe nachfolgten. Eine Petition der „Vereinigung der in der Schweiz promovierten Tierärzte“ wurde 1913 vom preußischen Abgeordnetenhaus der Regierung zur Beachtung überwiesen. Im Jahr 1914 wurde im Abgeordnetenhaus, gegen die Stimmen der Sozialdemokraten, beschlossen, die Regierung um Anerkennung zu ersuchen. „Dann kam der Krieg und im Sturm der großen Ereignisse schmolz denn doch die schon brüchige Eisrinde des kleinen Widerstandes sozusagen im Stillen. Man fing an, mit Einzelprüfungen den allgemeinen Rückzug zu decken“ stellt Schmaltz fest. Bayern erteilte 1915 die erste Genehmigung. Im Preußischen Abgeordnetenhaus wurde 1916 durch von der Osten und Dr. von Campe die Anerkennung energisch befürwortet. Im Dezember 1916 konnte Dr. Lothes im DVR. die Aufgabe des grundsätzlich ablehnenden Standpunktes des Kultusministeriums bekannt geben. Die Dissertationen waren zur Prüfung einzureichen und im März 1917 wurden auch in Preußen die ersten Genehmigungen erteilt. Zurückweisungen fanden keine statt. „Die ‚schwer geprüften‘ Schweizer Doktoren hatten den Sieg errungen“, schreibt

Schmaltz, um den sich besonders Obertierarzt Dr. Kallmann und Dr. Kunibert Müller verdient gemacht haben. (Das größte Verdienst kommt aber wohl Professor Schmaltz selbst zu, der anlässlich des 25jährigen Jubiläums der veterinär-medizinischen Fakultät Bern mit der Würde eines Ehrendoktors der Universität Bern bedacht wurde. Diese hohe Auszeichnung würdigte nicht nur seine wissenschaftlichen Verdienste, sondern auch seine unentwegte Arbeit zur Hebung des tierärztlichen Standes besonders bei der Einführung der Doktorwürde. Ref.)

W.

Universitätsanschluß auch in Italien. Wie verlautet, sind nunmehr auch sämtliche tierärztlichen Hochschulen Italiens in veterinär-medizinische Fakultäten umgewandelt und den Universitäten angeschlossen worden.

Der **VI. Weltgeflügelkongreß 1936** in Berlin, über den in Heft 2, Seite 111, dieser Zeitschrift kurz berichtet wurde, ist auf einen etwas früheren Termin angesetzt worden und wird vom 24. Juli bis 2. August 1936 stattfinden.

Personalien.

Eidg. tierärztliche Fachprüfungen.

Im Juli bestanden in Bern die Staatsprüfung die Herren
Appenzeller, Willy, von Bern.
Schira, Lodovico, von Loco (Tessin).
Stürchler, Walter, von Büren (Solothurn).

In Zürich haben im Jahr 1935 die tierärztliche Staatsprüfung mit Erfolg bestanden:

Kiener, Jean, Chateau d'Oex.
Stocker, Anton, Ättenschwil-Sins.
Äpli, Alex., Frauenfeld.
Immoos, Alois, Morschach.
Spuhler, Viktor, Winterthur.
Ziltener, Wilhelm, Vorderthal (Schwyz).
Zollinger, Max, Egg.

Wahl in den Nationalrat. Herr Dr. med. vet. A. Stöckli in Gerliswil (Luzern) ist zum Mitglied des Nationalrates gewählt worden. Damit ist in dieser obersten legislativen Behörde der tierärztliche Stand erfreulicherweise wieder mit zwei Mitgliedern vertreten, da derselben seit mehreren Jahren schon Herr P. D. Dr. med. vet. G. Carnat in Delsberg angehört.

Totentafel.

Es starben am 21. Juli im Alter von 82½ Jahren
Herr Johann Meyer, Tierarzt in Attiswil (Bern), und am 24. Juli
Herr Albert Marfurt, Tierarzt in Luzern im Alter von 82¼ Jahren.